

Garder les pieds sur terre

Denis Ruellan, IUT de Lannion, université de Rennes 1

Denis Ruellan, directeur du département Information-Communication de l'IUT de Lannion témoigne d'un bilan et d'une histoire de la formation des journalistes en France. Mais en filigrane, les questions sociales et les contextes politiques et économiques qui conditionnent l'information grèvent toute velléité d'instaurer des principes définitifs concernant la formation. L'expérience de la formation ne peut être qu'une attention fine portée à ceux que l'on forme.

O n le sait, l'enfer est pavé de bonnes intentions. Alors, mieux qu'imaginer l'« école idéale » et, partant, prendre le risque d'enfiler des perles pieuses, je préfère proposer l'auto-évaluation d'une expérience d'une douzaine d'années de construction d'un site d'enseignement et de recherche du et sur le journalisme, et de revisiter ainsi les choix et les contraintes qui ont jalonné ce parcours. En 1996, le ministère de l'Éducation autorisait l'université de Rennes 1 et son IUT délocalisé à Lannion, sur la côte nord de la Bretagne, à ouvrir une « option journalisme » du DUT Information-Communication. La nouvelle fit (petits) bruits et remous tant les univers professionnels et universitaires s'étaient alors accoutumés à la rareté de l'offre de formation et l'état totalement stationnaire de son développement. Ainsi, une première remarque : avant d'envisager l'excellence d'une école, encore faut-il qu'elle existe. Or, le paysage des formations en France était, dans les années quatre-vingt-dix, bien fermé : huit écoles « reconnues par la profession » attiraient sur elles toute l'attention ; diverses enquêtes avaient beau avoir montré que le taux de diplômés de ces écoles par rapport au flux des nouveaux titulaires de la carte professionnelle restait bien bas (20 % des cohortes de 1964 à 1971) et même régressait (à 10 % en 1985, taux confirmé plus récemment par une enquête sur la cohorte 1990), un consensus mou s'était établi entre les partenaires sociaux, les tutelles universitaires et les écoles. Celles-ci, dans un mouvement malthusien, défendaient le statu quo, arguant la difficulté croissante à placer les diplômés dans des emplois

stables et l'impossibilité de répartir entre un plus grand nombre les ressources dites de « taxe d'apprentissage » permettant l'acquisition et l'évolution de moyens d'enseignement encore coûteux (informatique et audiovisuel). Les tutelles, universités et ministère de l'Éducation, faisaient confiance à ce discours et ne disposant pas d'outils rationnels d'appréciation (notamment l'insertion des étudiants), soutenaient cet immobilisme quand, par ailleurs, elles développaient largement (et toujours sans outil) des formations à la communication et aux TIC : à titre d'exemple, quand deux nouvelles formations au journalisme, niveau DUT, ont été ouvertes après des lustres d'attente (Lannion et Nice-Cannes en 2001, alors que l'ouverture de Tours remontait au début des années soixante-dix), vingt-neuf l'ont été en services et réseaux de communication depuis 1994, avec de nombreuses aberrations d'implantations en concurrence ou isolées. Quant à la « profession » (les organisations patronales et salariales siégeant à la Commission paritaire de l'emploi des journalistes, en charge de la « reconnaissance »), elle était dans une impasse, la formation étant tout à la fois un non-sujet et un instrument de blocage relatif à quantité d'autres sujets de désaccord.

Quels besoins de formation ?

Douze ans plus tard, la situation n'a que partiellement évolué. Certes quatre écoles ont été agréées (Toulouse, Paris-IFP, Grenoble et Lannion), et cette ouverture a donné du souffle à ceux qui hésitaient à se lancer : huit écoles demandent à être reconnues par la profession. Mais cette

Denis Ruellan

Garder les pieds sur terre

évolution se fait sans qu'une évaluation des formations en journalisme et des besoins du secteur de l'information médiatique aient été établis. Le ministère de l'Éducation nationale n'a pas généré de moyens fins (les enquêtes de cohortes ne descendent pas à ce niveau, elles globalisent les résultats par filière, ici l'information-communication) et la profession peine à mettre en place l'Observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la presse, comme l'oblige la loi désormais, tant sont peu réceptives les entreprises médiatiques aux études sur leurs pratiques et les organisations de journalistes demeurent très jalouses de leur autonomie quand il s'agit de discuter de leur métier. Malgré la pression des écoles qui frappent à l'entrée de la reconnaissance, malgré le taux de diplômés parmi les entrées dans le métier qui demeure ridiculement bas (14,5 % en 2007, selon les chiffres de la Commission de la carte d'identité professionnelle), malgré l'habitude désormais acquise par les médias dominants (l'audiovisuel public, l'AFP, les quotidiens nationaux) de recruter très majoritairement des diplômés d'école, ce qui a pour effet d'assécher la disponibilité pour les médias moins côtés (de proximité et spécialisés), on peine à croire que le journalisme pourrait être doté un jour d'un outil d'analyse et de régulation de ses besoins de formation. La conviction conservatrice et paternaliste selon laquelle le journalisme s'apprend « sur le tas » demeurera encore très partagée.

Un second bilan tient justement aux échanges avec les milieux professionnels. Il faut distinguer la place des praticiens dans la pédagogie et les relations avec les entreprises. Celles-ci n'ont pas une forte culture de branche ; les organisations patronales sont très peu cohérentes entre elles, divisées en leur sein, et les intérêts divergent à mesure que la financiarisation des médias introduit le secteur dans des stratégies de groupes de plus en plus internationalisés et insérés dans des activités hors média. De ce fait, c'est dispersées que les écoles doivent composer des relations singulières avec les industries médiatiques, et d'autant plus se plier à leurs usages de participation aux espaces de subduction que sont, notamment, les stages. Les écoles n'ont pu résister (il faut admettre qu'elles n'ont rien fait pour s'y prendre collectivement, ce qui est la forme minimale d'action politique)

à l'extension des procédures d'emploi précaire qui permettent aux entreprises de sous-payer (ou même de ne pas payer du tout) leurs jeunes collaborateurs, de les soumettre à la discontinuité chronique et de profiter de la structuration, à un niveau quasi institutionnel, d'un « sas » de plusieurs années entre les études et l'embauche. Cette période d'attente servant aussi de moyen pour tester les compétences des aspirants au métier, réunis dans des « viviers » dont se servent les entreprises pour ajuster au mieux la masse salariale. La dérégulation des conditions d'accès au premier emploi, dénoncée avec force par le mouvement anti-CPE en 2006, est une réalité construite depuis une bonne quinzaine d'années dans le secteur du journalisme. Et la précarité ne s'arrête pas à ce qui constitue une forme de régularisation de l'entrée dans l'emploi, l'acquisition de la carte professionnelle après quelques années d'exercice chaotique, alors que 40 % des nouveaux titulaires sont encore pigistes, et bien peu par choix. Une « école idéale » serait, de ce point de vue, une relation apaisée avec les entreprises, lesquelles ne confondraient pas stage et remplacement de titulaires partis en vacances (ce que la loi interdit clairement pourtant), encadreraient les stagiaires par des professionnels avisés et un peu disponibles, donneraient aux écoles des indications claires sur leurs attentes et pratiques en matière de recrutement et s'intéresseraient à la participation de leurs salariés à l'enseignement comme manière dynamique d'assurer une fluidité entre les espaces, tout en constituant un enrichissement mutuel.

On en est loin. . .

Que les écoles emploient généreusement les professionnels du journalisme comme vacataires – une habitude des écoles privées adoptée par les structures universitaires –, est une bonne chose, à deux conditions. Tout d'abord, que l'enseignement par des professionnels ne se réduise pas au « faites comme moi », sans plus d'explication ni de méthode. Voilà cinq siècles qu'avec l'ingénieur complétant le savoir empirique de l'artisan, les modes de production sont passés des « recettes aux raisons ». Or, en matière journalistique, il suffit d'observer le contenu indigent des manuels pour se convaincre que

Garder les pieds sur terre

Denis Ruellan

ce que l'on appelle des « techniques de journalisme » est abusif ; quasiment tous écrits par des professionnels, ignorant tout du savoir scientifique sur les entreprises de médias, l'histoire, la sociologie des professions, la construction des problèmes publics, les discours médiatiques, ces ouvrages enfilent des impensés. Les professionnels appelés pour des vacances souffrent du même déficit de structuration du savoir au moment de penser leur enseignement, ils reproduisent alors l'antienne de la formation « sur le tas », du mimétisme d'autant plus pertinent qu'il rencontre l'assentiment des étudiants qui voient dans ce (non)choix pédagogique la garantie d'une adaptation aux besoins des entreprises au moment des stages. Lesquelles entreprises ne les contredisent pas, soucieuses non pas tant de formation que de remplacement à moindre coût, comme nous l'avons dit. La seconde condition en découle : il nous faut penser la place des professionnels en articulation avec les équipes universitaires, définir leur rôle spécifique, prévoir la complémentarité des approches plus distancées et plus impliquées comme, par exemple, des exercices de pratique des genres rédactionnels accompagnés de mise en perspective du point de vue historique, discursif et épistémologique ou encore apprendre le traitement des faits-divers avec une approche parallèle de la construction médiatique des problèmes publics.

Des universitaires et des professionnels en concurrence ?

Penser la coopération des enseignements implique la construction d'une équipe pleine et plurielle. Pleine pour dire qu'une collection de vacances vaguement coordonnées ne fait pas une pédagogie. Et plurielle pour ne pas éluder que les écoles de journalisme sont des espaces de compétition entre des catégories professionnelles (les enseignants-chercheurs, les journalistes, les enseignants non chercheurs) et des individus qui jouent des trajectoires personnelles en misant sur ces concurrences catégorielles. Rétrospectivement, on peut observer que la recherche a été l'enjeu des stratégies d'alliance et de discours paradoxaux. Sans remonter à la création, en 1937, par les journalistes syndiqués, alliés à des universitaires

de la Sorbonne, de l'Institut de science de la presse, on remarquera que c'est dans les écoles privées que ces quinze dernières années ont eu lieu deux des tentatives les plus notables de création de centres de recherche, à l'ESJ, puis au CFJ. En compétition entre elles, et avec des écoles universitaires plus actives et visibles (trois d'entre elles ont été reconnues pendant des années quatre-vingts), elles ont quêté dans la recherche la source d'une légitimité renouvelée envers la profession et les entreprises. Alors que, dans le même temps, les équipes universitaires suivaient un chemin inverse, ambitionnant de prouver, dans la professionnalisation maximale des enseignements, le bien-fondé de leur existence. De sorte que les écoles publiques ne développèrent pas la recherche, la dénigrèrent en n'accordant pas aux véritables enseignants-chercheurs la place nécessaire ou tinrent un discours sur une « science du journalisme » distincte des SIC (Sciences de l'Information et de la Communication). Position épistémologique impossible mais qui s'est souvent traduite par des autonomies de gestion au sein des universités et, de ce fait, des départements de SIC, ce qui était sans doute le véritable objectif.

Cette analyse nous a conduit à construire, au fil du temps, un édifice qui nous garde de ce double péril, en plaçant également en son centre la professionnalisation (la relation pédagogique avec les vacataires, la présence de trois professionnels associés dans l'équipe, l'attention aux espaces de discussion avec les entreprises), et la recherche (sept enseignants-chercheurs constituant l'ossature de l'équipe, intégration dans une UMR CNRS renommée, doctorants et programmes financés, incorporation des associés dans les recherches, création de relations internationales à travers le Réseau d'études sur le journalisme - REJ). Loin d'une démarche de défiance vis-à-vis de la « profession », qui ne l'a d'ailleurs jamais perçue comme telle, et nous a au contraire signifié constamment son intérêt pour notre positionnement en ce qu'il peut apporter d'enrichissement par la production de connaissances, il me semble que deux autres écoles universitaires font désormais la même analyse et investissent dans l'articulation de la professionnalisation et de la distanciation réflexive sur le métier et les médias.

Denis Ruellan

Garder les pieds sur terre

C'est par la recherche que nous avons pu ajuster la pédagogie aux mouvements sectoriels et les relier à des mutations plus larges. Citons pour mémoire les travaux sur l'identité professionnelle et la professionnalisation (France, Québec, Brésil), la socio-démographie des entrants dans le métier, l'articulation de l'internet avec l'espace local (premier programme du REJ), l'explosion de l'auto-publication (blogs), les nouvelles formes de médias (gratuits, de source), l'« invention permanente » du journalisme (une thèse développée dans le cadre du REJ). Deux chantiers sont en cours : la « convergence médiatique » (comment les entreprises développent des stratégies industrielles, financières et éditoriales multimédias), et « l'ordinaire du journalisme » (actuel programme du REJ : comment les médias s'insèrent dans un paysage informationnel de plus en plus travaillé par les autopublications et les identités sociales réticulaires). Rétrospectivement, car il faut avoir l'humilité de reconnaître que la logique nous apparaît après coup, nous avons poursuivi trois perspectives. En premier lieu, nous avons participé par nos travaux à un intérêt partagé durant les années quatre-vingt-dix pour les transformations de l'identité professionnelle ; ces études me semblent avoir fortement été influencées par les propres interrogations des journalistes quant à leur avenir dans le contexte de la montée en puissance des fonctions de communication dans les collectivités publiques (années quatre-vingts) et les entreprises (la décennie suivante). En second lieu, nous avons fait évoluer les problématiques identitaires vers une prise en compte de la fragmentation de l'espace public et une approche moins médiacentrée du travail des journalistes et de la production de l'information ; en pensant l'hétéronomie partielle des pratiques des sources et leur autonomie relative, nous avons contribué à restituer la pluralité du journalisme dans un paysage médiatique en diversification croissante. En troisième lieu, récemment, nous avons commencé à interroger la notion de public, non pas l'audience des médias ou la réception des discours médiatiques (effets des et ce qui est fait avec), mais une observation de l'interaction du journalisme et des usagers de l'information dans le contexte contemporain de multiplication des pratiques de conversation et d'auto-publication individuelle et collective.

Penser le journalisme

Ce parcours scientifique a considérablement servi l'enseignement : à penser sa profession relativement aux enjeux sociaux et aux mutations politiques et culturelles, à concevoir son métier dans un espace public élargi donnant lieu à une forte compétition discursive entre les sources, à envisager le journalisme comme activité sociale partagée, et non dans un schéma d'énonciation linéaire en direction d'un public passif. Je conseille, à ceux qui voudraient mesurer le chemin parcouru avec des conceptions pédagogiques pas si anciennes (vingt ans), de lire par contraste de mon propos l'article de Johanna Simeant sur le CFJ de la fin des années quatre-vingts (dans *Politix*, n° 19, 1992) quand elle expliquait comment la socialisation de futurs journalistes passait par une survalorisation de l'identité corporative, une relation non assumée aux sources et une ignorance – de bon aloi – des lecteurs. Une sorte de préparation à la schizophrénie professionnelle, entre idéalisme et crudité du journalisme.

Car, s'il est un idéal à rechercher, ce serait dans la lucidité du discours que nous tenons aux impétrants sur la nature de ce qui les attend dans les entreprises et sur les aléas du métier. Le journalisme fait rêver, entend-on toujours, et les listes fort longues de candidats dans toutes les formations ne viendront pas démentir l'assertion. Peut-être le rêve se prolonge-t-il d'autant plus qu'il n'est pas vraiment démenti dans les écoles, tant par les discours des enseignants que par les choix de recrutement. Rien n'est pire parfois, quand on souhaite construire une posture critique et lucide chez les aspirants au métier, que de leur donner à entendre des professionnels avertis : entre ceux qui en rajoutent au mythe d'un « métier passion » que l'on fait sans contrainte, et ceux qui au contraire survalorisent les difficultés du début et incitent à la soumission mimétique aux aînés, il y a de quoi désespérer. Pire peut être encore le surinvestissement de certains enseignants et responsables d'écoles qui jouent, dans l'accompagnement de leurs étudiants et l'ingénierie pédagogique, des formes de réalisation de soi bien souvent excessives, en tout cas rarement vues dans d'autres spécialités des SIC. Ce surinvestissement, généralement payé en retour par la réussite professionnelle des poulains dont on peut suivre la carrière dans les grands médias au fil

Garder les pieds sur terre

Denis Ruellan

du temps, a des effets sur la représentation du profil de sortie des diplômés, et donc de ceux que l'on admet en formation : souvent dénoncé, l'élitisme des cohortes de reçus aux concours des écoles de journalisme ne peut pas s'expliquer seulement par un processus de sélection par l'excellence scolaire ; il est alimenté par une compétition que se livrent à distance les écoles et les pédagogues et qui se mesure à la notoriété future des lauréats.

Ceci pour dire une dernière ambition, immodeste comme l'est toute conviction : faire une école qui choisisse de ne pas recruter les meilleurs étudiants et de ne pas les destiner aux grands médias, ce n'est pas renoncer à l'excellence, encore moins se contenter de médiocrité,

c'est croire que l'idéal se situe ailleurs. Dans la formation de journalistes issus de toutes des classes sociales et identités culturelles, pour un avenir dans tous les médias. Tant il est important que le regard sur la société et le monde passe par le tamis de la diversité des médiations, et que la formation de professionnels puisse profiter à tous les supports d'information. Cet idéal passe par un recrutement des étudiants à un âge précoce, bac en poche ou un an après, le temps de se forger un projet, en tout cas avant que les études supérieures aient définitivement nivelé par le haut la diversité sociale ; c'est le choix que nous faisons, depuis douze ans, à Lannion.